que la production manufacturière du Canada fût dirigée vers les provinces maritimes et y remplaçât celle des Etats-Unis. Au lieu de solder tous les ans, en numéraire, un excédant énorme d'importations avec les Etats-Unis, qui ne leur offrent aucun débouché, ces provinces garderaient ainsi les profits qu'elles vont réaliser sur les marchés européens avec leur houille, leur minerai, leurs bois et leur poisson, feraient venir ces mêmes importations du Canada et créeraient, pour les produits agricoles et manufacturés de cette partie de la confédération coloniale, un marché aussi abondant, aussi sûr et aussi avantageux que celui des Etats-Unis.

Il va de soi que nous supposons ici la confédération entre les colonies achevée et complétée, avec ses chemins de fer, l'assimilation de ses tarifs, l'adoption de droits protecteurs et l'organisation, sur des bases nationales, de son capital et de son travail. Si donc le marché des provinces maritimes offre au Canada un débouché aussi considérable, si donc les Etats américains du Nord ne peuvent se passer d'une partie au moins de nos produits, quelque soit le tarif, nous n'avons pas autant de motifs qu'on le croirait d'abord de s'alarmer de l'abrogation du traité de réciprocité. Nous irons même plus loin et nous dirons qu'à tout prendre, les Etats-Unis, c'est-à-dire les Etats du Nord et de l'Ouest, perdront plus que le Canada à ce changement de bases dans une partie des relations commerciales des deux pays. Avec la confédération, les produits canadiens exportés ci-devant en libre franchise aux Etats-Unis, ne feront que passer *d'un marché désavantageux à un autre marché plus avantageux*; le reste de nos relations avec les Etats-Unis restera dans le même état, tandis que ces derniers perdront d'un seul coup les pêcheries du golfe, l'usage de nos canaux et la commodité d'un marché voisin et bien approvisionné pour les Etats de l'Est.

D'ailleurs, en vertu de quelle loi économique la production du Canada resterait-elle asservie au caprice des Etats-Unis, et toute notre richesse dépendrait-elle d'un traité de libre-échange avec un pays voisin ?

Il a été question jusqu'ici de la création d'un vaste marché intérieur au sein de la confédération des provinces et des nombreux avantages que celles-ci en retireraient : mais quels étaient les marchés dont le Canada jouissait en 1854 ? Est-ce que nous ne fisions pas d'exportations aux Antilles pour des sommes très considérables ? Ne serait-il pas possible, avec les admirables ressources de navigation dont nous disposons, de renouer nos relations commerciales avec les Indes Occidentales, le Brésil et le Mexique ?

Les journaux ont entretenu le public d'une commission nommée